Métaux et minerais

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Une plaque tournante sans mines

Singapour ne produit aucun minerai métallique et n'en raffine presque pas. Dans les métaux, son rôle est celui d'un lieu où les sociétés de négoce installent leurs desks asiatiques, où les banques financent les expéditions de minerais et de concentrés et où les bourses compensent des produits dérivés. Les flux physiques vont directement des mines d'Australie, du Brésil, d'Indonésie, des Philippines et d'Afrique vers les fonderies et les aciéries de Chine, d'Inde, du Japon et de Corée. Ce que Singapour offre, c'est la proximité de ces acheteurs, un fuseau horaire qui couvre la journée de négoce asiatique et l'infrastructure juridique et financière examinée dans les parties E et F.

Les plus grands négociants indépendants ont tous d'importantes activités à Singapour. Trafigura, fondé en 1993 à Genève par un groupe d'associés réunis autour de Claude Dauphin et d'Eric de Turckheim, indique comme adresse de son siège l'Ocean Financial Centre à Singapour, tout en conservant d'importantes plateformes à Genève et ailleurs. Les métaux et les minerais constituent l'une de ses principales divisions de négoce, et le groupe a déclaré un chiffre d'affaires de 240,3 milliards de dollars US pour l'exercice 2025.[1] L'emplacement du siège officiel en dit moins sur le

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

lieu où les métaux sont négociés que la répartition des desks au sein du groupe. Singapour accueille les fonctions tournées vers les acheteurs et les vendeurs asiatiques, comme le décrit le chapitre G.V pour les maisons de négoce en général.

Le minerai de fer et la compensation des swaps

Le minerai de fer illustre la manière dont Singapour est devenue un centre de formation des prix pour une matière première qui ne touche jamais ses côtes. Jusqu'en 2010, le minerai de fer était vendu à des prix de référence annuels négociés entre les principaux groupes miniers et les sidérurgistes. Début 2010, les trois plus grands groupes miniers sont passés à une tarification trimestrielle fondée sur des indices, ce que la littérature décrit comme la fin d'une tradition de quarante ans de prix de référence annuels.[2] La tarification indicielle a créé une exposition aux variations de prix que les aciéries et les négociants devaient couvrir, ce qui a ouvert un marché pour les produits dérivés.

Le Singapore Exchange (SGX) s'était positionné pour répondre à cette demande. Après avoir lancé en mai 2006 son service de compensation de gré à gré AsiaClear, il a introduit la première compensation et le premier règlement au monde de swaps sur minerai de fer et est depuis devenu le premier compensateur mondial de swaps sur minerai de fer.[3] Les contrats sont réglés en espèces par référence à des indices de prix publiés par des agences de cotation, et ils permettent à une aciérie chinoise, à un groupe minier australien et à une maison de négoce établie à Singapour de couvrir la même exposition. Le marché chinois des contrats à terme de Dalian offre une référence concurrente, ouverte aux participants étrangers seulement dans certaines limites. Le contrat singapourien bénéficie de son accessibilité pour les participants internationaux, de sa libellation en dollars US et de la sécurité juridique d'une chambre de compensation soumise au droit singapourien.

Une seconde bourse, le Singapore Mercantile Exchange, détenue par le groupe indien Financial Technologies, a obtenu en août 2010 le statut de bourse agréée (approved exchange) de la Monetary Authority of Singapore (MAS, l'autorité monétaire et de surveillance financière) et a proposé des contrats sur les métaux, les

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

produits agricoles, l'énergie et les devises. Elle a aussi lancé un contrat à terme sur le minerai de fer fondé sur un indice de Metal Bulletin.[4] La liquidité s'est depuis concentrée sur les contrats de SGX.

Métaux de base, entrepôts et London Metal Exchange

Pour le cuivre, l'aluminium, le nickel, le zinc et l'étain, la référence mondiale reste le London Metal Exchange (LME), détenu depuis 2012 par Hong Kong Exchanges and Clearing.[5] Les contrats du LME se dénouent par la livraison de warrants portant sur du métal entreposé dans des entrepôts agréés, et Singapour ainsi que le port malaisien voisin de Johor figurent depuis longtemps parmi les sites asiatiques où opèrent de tels entrepôts.[6] L'entreposage crée une activité physique : stockage, logistique, inspection et financement contre warrants.

La crise du nickel de mars 2022 a montré les risques de ce marché pour les producteurs et les négociants asiatiques. Lorsque le cours du nickel a grimpé à une vitesse extrême, le LME a suspendu les négociations et annulé les transactions exécutées le 8 mars 2022. La High Court anglaise a confirmé la décision de la bourse en novembre 2023, tandis que la Financial Conduct Authority (FCA) a infligé au LME une amende de 9,2 millions de livres sterling en mars 2025 pour ne pas avoir empêché ce désordre.[7] L'épisode avait une dimension singapourienne, car une grande partie de l'exposition asiatique était détenue par l'intermédiaire de banques et de courtiers actifs à Singapour. Il a aussi renforcé les arguments de ceux qui souhaitent une place asiatique plus forte pour la formation des prix des métaux.

Les politiques des États producteurs ajoutent une dimension supplémentaire. L'Indonésie, premier producteur mondial de nickel, a interdit pour la première fois en janvier 2014 l'exportation de minerais non transformés afin d'attirer des investissements dans la fonte. Après avoir assoupli l'interdiction en 2017, elle a de nouveau fermé les exportations de minerai de nickel à partir de janvier 2020.[8] L'interdiction a déplacé le commerce du minerai vers des produits intermédiaires tels que la fonte brute de nickel (nickel pig iron) et la matte, produits par des fonderies à capitaux chinois implantées en Indonésie. Des négociants et des banques

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

établis à Singapour financent et commercialisent ces produits, même si l'investissement industriel lui-même va de la Chine vers l'Indonésie. Le chapitre I.IV examine plus en détail la relation avec l'Indonésie.

Métaux précieux

L'or a à Singapour une histoire plus longue que tous les métaux industriels. Avant 2012, la taxe sur les produits et services (GST) s'appliquait à l'importation et à la livraison de lingots d'or, ce qui désavantageait Singapour par rapport à Hong Kong et à la Suisse. Depuis le 1er octobre 2012, l'importation et la livraison locale de métaux précieux d'investissement répondant à des normes de pureté prescrites sont exonérées de la GST.[9] L'exonération figure parmi les exonérations de cette taxe, dont le taux normal est de 9 % depuis le 1er janvier 2024.[10]

L'exonération a attiré des affineurs, des exploitants de coffres-forts et des négociants. La Singapore Bullion Market Association, qui représente le secteur, s'est donné pour vision de faire de Singapour une place de premier plan pour les métaux précieux dans la région Asie-Pacifique. Son site internet a relayé des informations faisant état d'un plan national visant à développer une plaque tournante du négoce de l'or et de la possibilité que Singapour devienne le premier pays asiatique à offrir des services de conservation d'or aux banques centrales étrangères.[11] Le projet servirait les banques centrales qui souhaitent détenir de l'or hors des juridictions dont elles redoutent les sanctions. L'offre de Singapour associe un système juridique fiable à une neutralité prudente, que le chapitre K.V examine dans son contexte géopolitique.

Notes

1. Wikipedia, « Trafigura » (consulté en novembre 2026) : siège « Ocean Financial Centre, Singapore » ; fondé en 1993 « by six founding partners », dont Claude Dauphin et Eric de Turckheim, à Genève ; plateformes régionales à Genève, Houston, Montevideo et Mumbai ; chiffre d'affaires « US$240.3 billion (FY2025) ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

2. Wikipedia, « Iron ore » (consulté en novembre 2026) : jusqu'en 2006, les prix étaient fixés lors d'« annual benchmark negotiations » ; début 2010, les trois plus grands groupes miniers sont passés à une tarification trimestrielle fondée sur des indices, « breaking a 40-year tradition of benchmark annual pricing ». ↩

3. Wikipedia, « Singapore Exchange » (consulté en novembre 2026) : peu après le lancement d'AsiaClear en mai 2006, SGX « launched the world's first clearing and settlement of iron ore swaps » et est devenu « the world's largest clearer of iron swaps ». ↩

4. Wikipedia, « Singapore Mercantile Exchange » (consulté en novembre 2026) : propriétaire « Financial Technologies Group » ; « granted 'Approved Exchange' (AE) status by the Monetary Authority of Singapore » en août 2010 ; négociation de « Precious metals, base metals, agriculture commodities, energy, currencies and commodity indices ». Wikipedia, « Iron ore » (consulté en novembre 2026) : le Singapore Mercantile Exchange « has launched the world's first global iron ore futures contract », fondé sur le Metal Bulletin Iron Ore Index. ↩

5. Wikipedia, « London Metal Exchange » (consulté en novembre 2026) : la bourse « was purchased by Hong Kong Exchanges and Clearing in 2012 ». ↩

6. Singapour et Johor (Malaisie) figurent parmi les lieux de livraison agréés (good delivery locations) du London Metal Exchange ; voir la liste des entrepôts et lieux agréés du LME (lme.com). ↩

7. Wikipedia, « London Metal Exchange » (consulté en novembre 2026) : Elliott Management a agi en justice contre l'annulation des transactions sur le nickel conclues le 8 mars 2022 ; en novembre 2023, la High Court a statué en faveur du LME ; en mars 2025, la Financial Conduct Authority a infligé au LME une amende de 9,2 millions de livres sterling. ↩

8. Wikipedia, « Nickel mining in Indonesia » (consulté en novembre 2026) : « Indonesia is the largest nickel producer in the world » ; interdiction des exportations de minerais, dont le nickel, à partir de janvier 2014 ; interdiction

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

assouplie en 2017 ; fin des exportations de minerai de nickel à partir de janvier 2020 (« Indonesia to ban nickel exports from January 2020 »). ↩

9. Goods and Services Tax Act 1993, Fourth Schedule, et règlement Goods and Services Tax (Investment Precious Metals) ; IRAS, e-Tax Guide « GST: Guide on Investment Precious Metals (IPM) ». L'exonération s'applique depuis le 1er octobre 2012 à l'or d'une pureté d'au moins 99,5 %, à l'argent d'au moins 99,9 % et au platine d'au moins 99 %. ↩
10. Wikipedia, « Goods and Services Tax (Singapore) » (consulté en novembre 2026) : les exonérations comprennent l'« importation and local supply of investment precious metals » ; le taux est passé « to 8% on 1 January 2023 and 9% on 1 January 2024 ». ↩
11. Singapore Bullion Market Association, site internet (sbma.org.sg, consulté en novembre 2026) : vision « Singapore to emerge as a leading precious metals hub in the Asia Pacific region » ; actualité « Singapore unveils plan to become gold trading hub, build stronger ecosystem » : « Singapore could become the first Asian country to provide gold vault services for foreign central banks ». ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.